

Salaires, retraites, services publics, industrie : **LE 1^{ER} OCTOBRE ON SE MOBILISE POUR GAGNER DES AVANCÉES**

Mépris de démocratie

Grâce à la mobilisation citoyenne où la CGT a pris toute sa place, les résultats des élections législatives ont déjoué tous les pronostics catastrophes. L'extrême droite a été battue, Emmanuel Macron a été sévèrement sanctionné et le nouveau front populaire, porteur d'avancées sociales, est arrivé en tête. Cette mobilisation porte déjà ses fruits avec l'abandon des réformes très régressives qui étaient préparées par le gouvernement, notamment celles de l'assurance chômage, de la fonction publique, du logement et de l'audiovisuel public.

Cependant, au lieu de prendre acte du résultat du scrutin qu'il a lui-même convoqué, Emmanuel Macron s'entête et continue sa stratégie du chaos refusant de nommer un premier ministre issu de la gauche et voulant à tout prix poursuivre sa politique libérale et régressive. Pire, en nommant 1er ministre, Michel Barnier, représentant d'une des droites la plus réactionnaire, avec le soutien du rassemble-

ment national, il tourne le dos au vote des Françaises et des Français en ne tenant pas compte du front qui a empêché l'extrême droite d'arriver au pouvoir.

L'austérité c'est toujours pour les mêmes !

Dans toutes les démocraties du monde, il arrive qu'il y ait des résultats d'élections sans majorité absolue. C'est toujours la coalition arrivée en tête qui est chargée de trouver une majorité. Cette attitude constitue un coup de force inédit dans notre 5e République.

Le MEDEF fait du chantage pour empêcher la prise en compte du résultat des élections, bloquer toute avancée sociale et amplifier une politique économique au service des puissants. Pour éviter de remettre en cause les cadeaux fiscaux offerts aux plus riches et aux actionnaires, Emmanuel Macron prépare un budget d'austérité.

Aux finances, comme l'ensemble du monde du travail, toutes et tous en grève et manifestation le 1er octobre pour :

→ **AUGMENTER LES SALAIRES** le point d'indice dans la fonction publique et **LES PENSIONS DE RETRAITE**, assurer enfin **L'ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES** ;

→ **ABROGER LA RÉFORME DES RETRAITES** et gagner de **NOUVEAUX DROITS** ;

→ **RÉNOVER ET FINANCER LES SERVICES PUBLICS**, dans tous les territoires,

→ **DÉFENDRE ET DÉVELOPPER** l'emploi industriel en lien avec les enjeux environnementaux.

Ensemble, gagnons le meilleur !



Urgence à répondre aux besoins sociaux

Pourtant, Urgences en danger, enseignants non remplacés, pompiers sans moyens d'intervention, ... nos services publics sont exsangues ! Face au déficit, il faut **augmenter les recettes** ! Or cette solution est systématiquement rejetée, avec un refus dogmatique de mettre sur la table l'imposition des plus riches et la taxation des dividendes qui explosent.

Aux finances, nos directions et établissements ont été laminés. Ils sont aujourd'hui dans l'incapacité de mener à bien leurs missions. Cela engendre non seulement une dégradation ou un abandon pur et simple de services rendus à la collectivité, mais a aussi pour conséquence une terrible aggravation des souffrances au travail.

Pire, en l'absence de gouvernement et de lignes politiques, les lettres de cadrage de l'été des ministres démissionnaires, envisageaient la reprise des suppressions d'emplois au sein du ministère pour 2025.

Il y a urgence à répondre aux exigences sociales en commençant par abroger la réforme des retraites, augmenter les salaires et les pensions, et les minima sociaux, financer les services publics et développer notre industrie.

**Le 1^{er} octobre,
en grève pour
abroger
la réforme
des retraites,
augmenter
les salaires,
développer
l'emploi industriel
et financer
nos services
publics !**

→ LE BUDGET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le mardi 1er octobre, devait être le premier jour de débat sur le budget à l'Assemblée nationale. Le marasme politique a décalé cette présentation au 9 octobre. Il y a pourtant urgence à travailler sur un budget empreint de justice fiscale : les besoins en services publics, en investissements publics à tous les niveaux sont immenses. Les moyens existent, le PIB (la richesse créée) n'a jamais été aussi élevé en France. L'enjeu est donc la mobilisation de la richesse créée par les travailleurs pour répondre aux besoins sociaux et écologiques.

